



ECO & FINANCES

N°1

de la catégorie Presse écrite par Togo Médias Awards

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES



Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

P.4

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'IMMOBILIER

African Business Immo s'engage à apporter son expertise



P.2

SOUTIEN DES PAYS PAUVRES

Les banques multilatérales de développement vont accroître leur capacité de financement de 200 milliards de dollars

P.6

PLACEMENTS FINANCIERS

La CNPS, le fonds de pension du Cameroun, intègre le capital de l'Africa Finance Corporation



TABLE RONDE

Page 3

Les avantages du gaz naturel pour la population et l'économie au coeur des discussions

OUI POUR LA SECURISATION DES BIENS FONCIERS

CAMPAGNE DE COLLECTE D'INFORMATIONS FONCIERES

COMMUNES Agoe-Nyive 1 & 2

22 Mai 2023 - 21 Août 2023

PIA PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ATTRICTION TOGO

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

FRENCH CERT ISO CERTIFIED

www.pia-togo.com

Soutien des pays pauvres

Les banques multilatérales de développement vont accroître leur capacité de financement de 200 milliards de dollars

Les dirigeants mondiaux ont annoncé le vendredi 23 juin 2023 à Paris, que les banques multilatérales de développement vont accroître leur capacité de financement de 200 milliards de dollars dans les dix années à venir pour soutenir les pays pauvres. C'était lors du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial.

Kézia KPATIDE

Le sommet pour un nouveau pacte financier mondial qui a réuni plus de 40 dirigeants internationaux dans la capitale française a mis en avant le retard pris par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) pour relever les défis soulevés par le changement climatique et le lourd endettement des pays pauvres après la crise du COVID-19.

« Nous prévoyons une augmentation globale de 200 milliards de dollars de la capacité de prêt des banques multilatérales de développement au cours des dix prochaines années en optimisant leurs bilans et en prenant plus de risques », est-il indiqué dans un communiqué final.

« Si ces réformes sont mises en œuvre, les banques multilatérales de développement pourraient avoir besoin de plus de capitaux », ajoute le texte, suggérant que les pays riches pourraient avoir à in-



jecter davantage de liquidités. Le sommet de Paris, organisé par le président français Emmanuel Macron, a rassemblé une vingtaine de dirigeants africains, le Premier ministre chinois, Li Qiang, et le président brésilien Lula afin de trouver des solutions sur des sujets allant de l'allègement de la dette au financement pour le climat.

« Notre objectif est clair : un monde où la pauvreté est éliminée et la planète préservée ; un monde où les pays vulnérables sont mieux équipés pour faire face aux crises liées au changement climatique et aux conflits », affirment les dirigeants dans le communiqué. Autre annonce du sommet, un accord pour réallouer 100 milliards de dollars de droits de tirages spéciaux (« Special Drawing Rights ») du FMI – un instrument monétaire destiné à compléter les réserves

officielles des Etats – vers les pays pauvres, en particulier africains.

Sur ces 100 milliards, « 61 milliards sont auprès du FMI et le travail va se poursuivre dans les prochains mois pour que les 39 milliards restants, pour lesquels des engagements ont été pris, arrivent dans les caisses », a précisé vendredi Emmanuel Macron.

Le président français avait indiqué plus tôt que la France allait réallouer 40% de ses droits de tirages spéciaux.

Autre avancée, mais qualifiée de « pas satisfaisante » par Emmanuel Macron lui-même, l'objectif de 100 milliards de dollars de financement pour le climat qui a de « fortes chances » d'être atteint cette année, d'après le communiqué.

Cet engagement, pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, est considéré comme

insuffisant pour véritablement aider les pays pauvres.

Le communiqué du sommet demande par ailleurs à ce que chaque dollar de prêt accordé par les banques de développement soit accompagné d'au moins un dollar de financement privé, ce qui, selon les analystes, devrait aider les institutions internationales à mobiliser 100 milliards de dollars supplémentaires d'argent privé chaque année dans les économies en développement.

Les annonces du sommet de Paris mettent ainsi en avant l'intensification du rôle des banques de développement dans la lutte contre le changement climatique, une mesure critiquée par certains militants écologistes.

Des divergences subsistent également autour de l'absorption des pertes sur la dette des pays émergents. La Chine, principal pays créancier de

plusieurs pays africains – fait pression pour que des bailleurs de fonds comme la Banque mondiale ou le FMI absorbent une partie de ces pertes, ce à quoi les institutions et les pays occidentaux s'opposent.

« La Chine est prête à participer aux efforts d'allègement de la dette de manière efficace, réaliste et globale, dans le respect du principe de partage équitable du fardeau », a déclaré vendredi Li Qiang.

Lors du sommet, les Etats-Unis et la Chine, longtemps en désaccord sur la manière d'aborder la restructuration de la dette des pays pauvres, ont toutefois adopté un ton plus conciliant.

Jeudi, un accord a été conclu pour restructurer 6,3 milliards de dollars de dette de la Zambie, endettée principalement auprès de Pékin.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Kezia KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Table ronde

Les avantages du gaz naturel pour la population et l'économie au coeur des discussions

La Chambre africaine de l'énergie, avec le soutien de Gazprom a organisé le 22 juin 2023 à Johannesburg en Afrique du Sud, une table ronde sur avantages du gaz naturel pour la population et l'économie en Afrique du Sud.

Patience SALLAH

Intitulée « Les avantages du gaz naturel pour la population et l'économie », cette table ronde a connu la participation de Ilya Rogachev, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie auprès de la RAS et simultanément auprès du Royaume du Lesotho, Dmitry Khandoga, chef du département chez Gazprom, NJ Ayuk, président de la Chambre africaine de l'énergie, ainsi que des représentants des communautés d'affaires, des experts et des journalistes de neuf pays d'Afrique notamment Afrique du Sud, Algérie, Angola, Égypte, Ghana, Kenya, Mozambique, Nigeria et Tanzanie. Il a été question pour les participants de discuter du rôle du gaz naturel dans le développement durable de l'Afrique.

Au cours des échanges, il a été noté que la plupart des pays du continent africain sont toujours confrontés au problème de la disponibilité de l'énergie et de leur consommation d'énergie, qui est plusieurs fois inférieure à la moyenne mondiale.

Selon les experts l'Afrique contribuera pour plus de 60 % à la croissance de la population mondiale d'ici à 2050. Compte tenu de la tendance actuelle à l'urbanisation, la région devrait connaître une croissance économique importante, qui s'accompagnera d'une multiplication par deux de la consommation d'énergie. En particulier, la demande de gaz naturel se verra multipliée par 2,5. Lors de cette session, il a été noté qu'une augmentation de la production de gaz natu-

rel permettrait de répondre à la croissance de la demande de gaz sur le continent africain.

Cependant, à ce jour, la majeure partie du gaz produit en Afrique est exportée à l'étranger. Ainsi, au Nigeria, premier exportateur africain de GNL, une personne sur trois n'a pas accès à l'énergie. En conséquence, la disponibilité de l'énergie pour l'industrie et la population sera d'une importance primordiale pour le développement dynamique de l'Afrique.

Les participants à la table ronde ont discuté des avantages de l'utilisation du gaz naturel par rapport à d'autres types de sources d'énergie. La pollution de l'air a été évoquée comme une préoccupation majeure pour le continent. Selon les statistiques, l'air pollué est l'une des principales causes de décès prématurés sur le continent. Ce problème ne peut que s'aggraver avec le temps. Il a été mis en évidence que tous les domaines d'activité qui contribuent le plus à la pollution de l'air peuvent être gérés de manière efficace grâce à l'utilisation du gaz naturel.

Le rôle potentiel du gaz dans

la résolution du problème alimentaire a également été abordé lors de cette rencontre. Au-delà du fait que l'utilisation du gaz ne nécessite pas de grandes surfaces pour la production d'électricité et ne réduit pas les surfaces agricoles cultivées, le gaz est également une matière première précieuse pour la production d'engrais qui permettent d'augmenter de manière significative le rendement des cultures.

Des présentations ont été faites lors de la table ronde par les représentants de Gazprom et des sociétés du groupe Gazprom, à savoir Gazprom Gazifikatsiya, Gazprom Energoholding et Gazprom Helium Service. Leurs présentations ont fourni des informations sur les activités de Gazprom et sur l'étendue des compétences de l'entreprise tout au long de la chaîne de valeur du secteur gazier.

« Étant donné que le gouvernement de la République d'Afrique du Sud poursuit une politique de décarbonisation de l'économie, le gaz peut devenir une solution efficace pour satisfaire la demande d'énergie, car les sources d'énergie

renouvelables ne peuvent pas assurer un approvisionnement énergétique ininterrompu. Je crois donc que l'expérience de Gazprom dans les projets de liquéfaction du gaz naturel et de construction de gazoducs peut être intéressante pour nos partenaires sud-africains », a déclaré Ilya Rogachev.

« Une utilisation accrue du gaz naturel aidera l'Afrique à résoudre un certain nombre de problèmes, tant économiques que sociaux et environnementaux. Nous sommes conscients qu'il est essentiel que l'Afrique découvre tous les avantages apportés par ce type de carburant. La coopération avec les pays africains nous semble prometteuse et nous pouvons leur offrir notre expertise unique et notre expérience en matière de technologie. Gazprom est ouvert à la discussion de propositions constructives et mutuellement bénéfiques qui pourraient faciliter le développement économique et améliorer la vie des populations dans les pays africains », a déclaré Dmitry Khandoga.

« Plus de 600 millions de personnes en Afrique subsaha-

rienne n'ont pas d'électricité. En outre, 900 millions de personnes, dont la plupart sont des femmes, n'ont pas accès à des technologies de cuisson propres ces technologies sont soit absentes, soit insuffisantes. Même si nous ne penchons que sur ce seul problème, nous constatons qu'il est logique d'utiliser les riches ressources en gaz du continent. Étant donné que l'Afrique a besoin de s'industrialiser, l'utilisation d'un gaz naturel abondant et abordable favorisera la création d'un nombre important d'emplois, ainsi que des possibilités de renforcement du potentiel, de diversification économique et de croissance », a déclaré NJ Ayuk.

La Chambre africaine de l'énergie est la voix du secteur de l'énergie en Afrique et la plus grande organisation du continent qui réunit les acteurs du marché de l'énergie d'Afrique et du monde entier. Son principal objectif est de promouvoir le développement énergétique du continent. Le siège social de la Chambre africaine de l'énergie est situé à Johannesburg, en Afrique du Sud.



Développement du secteur de l'immobilier

African Business Immo s'engage à apporter son expertise

African Business Immo révolutionne le secteur immobilier au Togo et en Afrique. Elle a lancé ses activités, marquant ainsi le début d'une nouvelle ère pour le secteur de l'immobilier au Togo et sur le continent africain. L'événement a été marqué par le lancement d'une plateforme d'informations dédiée à l'immobilier, en présence d'un parterre d'experts du domaine. Une table ronde intitulée «L'immobilier en Afrique : Défis, perspectives et tendances» a été organisée pour célébrer cette occasion, avec la participation des autorités communales, des responsables de la Fédération Togolaise de l'Immobilier et de l'Ordre National des Architectes du Togo (ONAT).



Dieudonné AMOUZOUVI

African Business Immo s'engage à apporter son expertise au développement du secteur immobilier tant au Togo qu'en Afrique dans son ensemble. La plateforme nouvellement créée a pour objectif principal de fournir des informations fiables et concret à la population sur l'immobilier et les procédures qui y sont associées.

Pour Michelle Loraine Ékue Ocansey, la promotrice d'African Business Immo, la

croissance du secteur immobilier évolue en Afrique et il faut en mettre la lumière.

«Avec l'urbanisation croissante, le secteur immobilier connaît un essor en Afrique. C'est pourquoi African Business Immo s'est fixé pour mission de mettre en lumière les acteurs clés et de fournir au public des informations fiables », a-t-elle fait savoir.

Consacrée entièrement à l'immobilier, elle met à disposition du grand public des données statistiques provenant de tous les pays africains. Elle communique également des

informations sur les prêts immobiliers et recommande des architectes agréés à la population.

«Tout citoyen africain peut demander la plateforme pour obtenir des informations sur les prêts immobiliers, les assurances et même accéder directement aux architectes pour des projets de construction», a précisé Mme Ekué Ocansey.

De son côté, Emiliano Koffi Hounou a justifié cette initiative louable qui mérite un soutien continu. Il a souligné à cet effet que « pour établir une

connexion avec la population et expliquer l'importance des règles, la plateforme devrait utiliser des pédagogues mieux adaptés », a-t-il expliqué avant d'ajouter En effet, qu'il existe des règles à respecter lorsqu'on entreprend un projet de construction. Au cours de l'événement, les participants ont également eu l'occasion de discuter de sujets tels que «La construction durable et l'innovation technologique» ainsi que «Le financement des projets immobiliers».

Il faut noter qu'African Bu-

ness Immo a ouvert de nouvelles perspectives pour le secteur de l'immobilier en Afrique grâce au lancement de sa plateforme d'informations. Cette initiative ambitieuse vise à fournir des données statistiques fiables, des informations sur les prêts immobiliers et des recommandations d'architectes agréés à la population africaine. La présence des autorités et des spécialistes de l'immobilier lors du lancement témoigne de l'importance accordée à cette nouvelle source d'informations.

Lutte contre la pauvreté et promotion de l'égalité des genres

La Banque mondiale injecte 100 millions de dollars dans le programme d'assistance sociale au Togo

La Banque mondiale a récemment réaffirmé son soutien au Togo en s'engageant à fournir un financement de 100 millions de dollars pour le programme d'assistance sociale connu sous le nom d'ASTRE (Assistance Sociale Transformative pour la Résilience). Cette initiative vise à étendre la protection sociale à tous les ménages extrêmement pauvres du pays, avec une attention particulière accordée au soutien des femmes. Le financement provient de l'Association internationale de développement (IDA) et permettra de consolider et d'étendre ce projet phare de protection sociale au Togo.

Dieudonné AMOUZOUVI

ASTRE s'appuie sur les enseignements tirés du programme de transferts monétaires d'urgence Novissi et du précédent Projet de filets sociaux et des services de base financé par l'IDA. Son objectif principal est d'améliorer la résilience des personnes les plus défavorisées et de briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté. Une approche novatrice consiste à étendre les transferts monétaires à 100% des populations estimées comme

étant extrêmement pauvres, ce qui représente 1,8 million de personnes. De plus, en période de crise, le programme pourra offrir un soutien à jusqu'à 250 000 ménages vulnérables confrontés à des conflits, des chocs climatiques et des crises sanitaires. Le programme ASTRE vise à sortir 1,24 million de personnes de la pauvreté d'ici 2029, ce qui démontre son ambition. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement togolais prévoit d'utiliser les nouvelles technologies et l'exploitation des données. ASTRE se positionne comme

un précurseur dans l'application des technologies et des données pour améliorer la prestation des services sociaux. Parmi les initiatives prévues, la création d'un système d'information sociale interopérable (SISI) permettra d'identifier avec précision les bénéficiaires et de suivre leur situation. Toutes les personnes vivant au Togo auront une identification unique et inclusive, ce qui s'intègre parfaitement dans la série de projets phares de la feuille de route du gouvernement togolais.

En parallèle, une campagne

universelle d'enregistrement des ménages pauvres et vulnérables dans un registre social évolutif est prévue. L'objectif ultime de cette campagne est de mieux comprendre leur situation socio-économique et d'ajuster leur éligibilité aux aides en conséquence.

Un autre aspect essentiel du programme ASTRE concerne le paiement des aides. Il est envisagé de mettre en place un système de paiement multiprogrammes et multifournisseurs afin de faciliter les transferts de fonds et de garantir une distribution efficace des ressources.

Le programme ASTRE accorde une importance remarquable à l'inclusion financière numérique des femmes. Des mesures motivantes seront mises en place pour encourager leur désignation en tant que bénéficiaires des aides au sein des ménages. La Banque mondiale aspire à nourrir l'espoir que ses initiatives engendrent une plus grande résilience chez les ménages pauvres et diversifient leurs sources de revenus. De plus, elle vise à accroître les revenus des ménages et à atténuer les disparités de genre grâce à ce programme.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 23 juin 2023

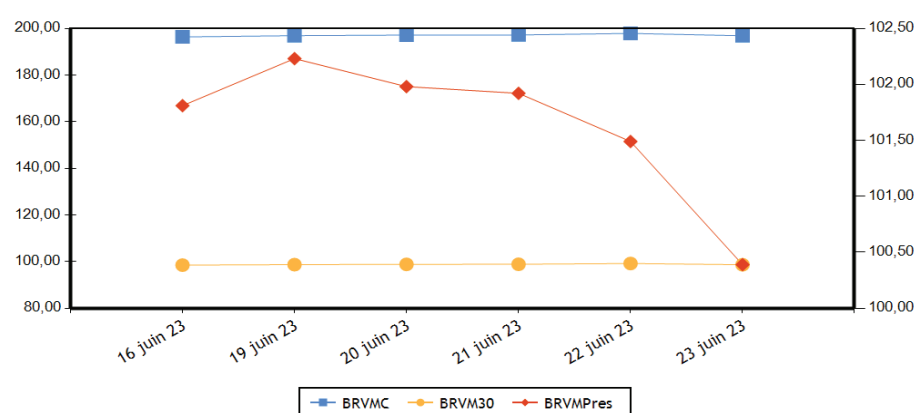
N° 119

BRVM COMPOSITE	196,83
Variation Jour	-0,52 %
Variation annuelle	-3,14 %

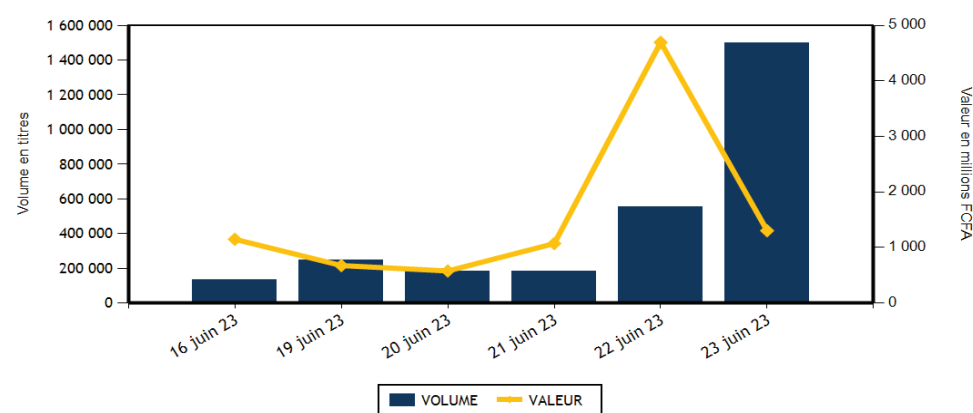
BRVM 30	98,68
Variation Jour	-0,53 %
Variation annuelle	-1,32 %

BRVM PRESTIGE	100,39
Variation Jour	-1,08 %
Variation annuelle	0,39 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 322 500 306 104	-0,51 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 398 617	1 335,19 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	323 893 155	-13,25 %
Nombre de titres transigés	40	-6,98 %
Nombre de titres en hausse	6	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	12	50,00 %
Nombre de titres inchangés	22	29,41 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 001 275 019 227	-0,01 %
Volume échangé	99 108	-78,22 %
Valeur transigée (FCFA)	979 158 120	-77,34 %
Nombre de titres transigés	5	-16,67 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 100	4,76 %	-5,98 %
BOLLORE (SDSC)	1 340	1,90 %	-3,94 %
TOTAL SN (TTLS)	2 600	0,19 %	2,56 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 875	0,17 %	1,56 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 995	0,10 %	8,94 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	825	-7,30 %	7,14 %
SETAO CI (STAC)	940	-6,47 %	-1,05 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	-5,56 %	-10,53 %
CIE CI (CIEC)	2 000	-3,85 %	0,50 %
BICI CI (BICC)	6 850	-3,52 %	0,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	100,39	-1,08 %	0,39 %	1 348 950	112 240 075	6,15
BRVM-PRINCIPAL	36	94,26	-0,37 %	-5,74 %	49 667	211 653 080	11,55

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,18	-0,17 %	-6,75 %	5 932	17 780 285	28,88
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	469,87	-0,20 %	-3,95 %	12 865	107 275 350	8,76
BRVM - FINANCES	15	76,57	-1,09 %	1,40 %	1 356 447	131 934 825	6,09
BRVM - TRANSPORT	2	328,58	1,85 %	-3,84 %	101	135 315	5,23
BRVM - AGRICULTURE	5	226,31	-0,67 %	-20,19 %	6 976	48 224 005	4,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	356,01	-0,22 %	-0,71 %	6 296	9 143 375	12,48
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 159,85	-6,47 %	-1,05 %	10 000	9 400 000	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,06
Taux de rendement moyen du marché	8,06
Taux de rentabilité moyen du marché	8,47
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	122
Volume moyen annuel par séance	542 284,00
Valeur moyenne annuelle par séance	958 191 907,28

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	26,42
Ratio moyen de satisfaction	75,67
Ratio moyen de tendance	286,45
Ratio moyen de couverture	34,91
Taux de rotation moyen du marché	0,13
Prime de risque du marché	5,14
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Placements financiers

La CNPS, le fonds de pension du Cameroun, intègre le capital de l'Africa Finance Corporation

(Investir au Cameroun) - Le 20 juin 2023, l'Africa Finance Corporation (AFC), institution financière panafricaine créée en 2007 par des États africains pour apporter des solutions au déficit d'infrastructures de l'Afrique, a annoncé l'arrivée dans son tour de table de deux nouveaux actionnaires. Parmi ces nouveaux investisseurs se trouve la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS), le fonds public de pension du Cameroun.

« Nous accueillons chaleureusement la CNPS et SBM Capital Market Securities en tant qu'investisseurs au capital de l'AFC. Cette étape est la preuve du rôle de l'AFC en tant que partenaire de choix pour l'investissement dans les infrastructures sur le continent, afin d'approfondir l'intégration économique, de

permettre la substitution des importations et de développer les capacités manufacturière et industrielle de l'Afrique », commente Samaila Zubairu, le PDG de l'AFC.

Ni le montant de l'investissement ni le nombre d'actions revenant désormais à la CNPS à l'AFC n'ont été révélés. L'on observe cependant qu'avec ce

nouveau placement, la CNPS conforte son objectif de doubler, à environ 40 milliards de FCFA d'ici 2026, les revenus annuels issus de ses placements financiers. « Pour les cinq prochaines années, nous entendons les [revenus des placements financiers de 2021] doubler », avait révélé Alain Olivier Mekulu Mvondo

Akam. Le directeur général de la CNPS évoquait alors dans une interview à Cameroon Tribune, le quotidien à capitaux publics, le volume des revenus issus des placements financiers en 2021 (20,5 milliards de FCFA, contre seulement 7 milliards de FCFA en 2017).

Au cours de l'année 2022, ces gains sur les placements financiers ont de nouveau progressé de 18% en glissement annuel, atteignant 24,2 milliards de FCFA, selon les données officielles de la CNPS. Ils devraient une nouvelle fois progresser en 2023, avec l'intégration récente du tour de

table de Chanas Assurances Vie par le fonds public de pension du Cameroun. La CNPS rejoint dans le capital de cette compagnie d'assurances la Société nationale des hydrocarbures (SNH), le bras séculier de l'État dans l'exploration et l'exploitation pétro-gazière. Récemment, ces deux entreprises publiques ont d'ailleurs fait une offre de rachat des actifs détenus par le fonds d'investissement britannique Actis dans Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun.

Marché central de Kongoussi

Six boutiques parties en fumée

Six boutiques du marché central de Kongoussi sont parties en fumée au petit matin du 22 juin 2023, occasionnant d'énormes pertes pour les propriétaires, a constaté l'AIB sur place.

Six boutiques situées au côté Ouest du grand marché de Kongoussi ont été décimées par un incendie très tôt dans la matinée du jeudi 22 juin 2023. Les boutiques concernées contenaient des produits divers comme des céréales, du matériel électroménager et bien d'autres articles, informe l'AIB.

Selon Prosper Ouédraogo, pro-

priétaire d'une des boutiques, c'est vers 4 heures du matin qu'il a été contacté que sa boutique a pris feu.

« J'ai dépêché immédiatement un enfant d'aller faire le constat et quand il est arrivé, c'est en pleurs qu'il m'a fait le retour que les dégâts sont énormes. Je me suis déporté sur les lieux et j'ai trouvé que la population se débattait pour

arrêter la propagation du feu. Personnellement, j'avais plus de 120 sacs de 100kg de maïs à l'intérieur et tout a été consommé. Vraiment c'est déplorable », a-t-il témoigné, les yeux mouillés, selon l'AIB.

Toujours dans les colonnes de l'AIB, vendredi matin, une délégation provinciale conduite par le secrétaire général de la province du Bam, Karim Ouédraogo, le premier vice-président de la commune de Kongoussi, Etienne Sawadogo, le président provincial de la chambre de commerce du Bam, Adama Ouédraogo,

s'est rendu sur les lieux pour constater les dégâts et apporter du réconfort aux commerçants. « J'ai pu constater que six boutiques sont parties en fumée. Pour le moment, nous ignorons les causes et je pense qu'à l'issue du constat, nous devons être situés sur les vraies causes. En attendant, il semblerait que c'est suite à un court circuit. Je dis bien il semblerait. Donc attendons les conclusions des constats pour être situés sur les causes réelles » a déclaré le premier-vice président de la délégation spéciale de Kongoussi.

Les commerçants victimes du sinistre disent compter sur l'accompagnement de la municipalité et des bonnes volontés pour la reprise de leurs activités.

Quant au secrétaire général de la province, il a réconforté les propriétaires des boutiques puis a invité les commerçants à avoir un esprit de solidarité envers les victimes de l'incendie, a conclu l'Agence d'Information du Burkina.

Source : Agence d'information du Burkina (AIB)

Mise en œuvre du 2PAI-Béliér

Une mission conjointe de supervision et de suivi-évaluation de la BAD et du ministère de l'Agriculture effectuée

Abidjan, le 26 juin 2023- Une mission conjointe de supervision et de suivi-évaluation externe du Projet de pôle agro-industriel dans la région du Béliér (2PAI-Béliér) de la Banque africaine de Développement (BAD) et du ministère d'État, ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a visité quelques réalisations, du 12 au 16 juin 2023.

Il s'agit des barrages en construction d'Assoko Yao Diékro, de Raviart et de Bendressou, du centre de groupage de Toumodi,

du centre de mise à niveau et de conformité des promoteurs dirigé par SOFRECO, de la PME « Biomasse Ivoire » et des cages flottantes réalisées sur le lac Kossou.

La mission conjointe a également échangé avec l'Association des Femmes agricoles du Béliér (AFAGRIB) de Yobouékro et les femmes « moissonneurs » de Toumodi, des femmes modèles qui ont pour principales activités la production des cultures maraîchères et la production puis la transformation de la banane et

du manioc.

Le chef de la délégation de la BAD, Mamadou Kane, ingénieur en chef en Irrigation et Infrastructures rurales, et responsable du 2PAI-Béliér au sein de cette institution, s'est félicité des progrès réalisés dans tous les secteurs du Projet : « Dans le cas du 2PAI-Béliér, il faut avouer que les résultats sont très importants dans tous les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et même de l'aquaculture, ainsi qu'en amont et en aval des chaînes de valeur, des résultats importants ont été

relevés. Il y a des progrès très probants par rapport aux objectifs de développement du Projet qui tire à sa fin ».

Cette première mission de terrain de l'année 2023 qui a permis à la délégation conjointe de s'imprégner des réalisations et des activités du 2PAI-Béliér dans sa mise en œuvre, a enregistré la participation du ministère du Plan et du Développement, du ministère des Ressources animales et halieutiques et du ministère de l'Économie et des Finances.

Le 2PAI-Béliér vise à créer les bases de l'industrialisation de la région du Béliér (Toumodi, Djékanou, Tiébissou et Didiévi) et du District autonome de Yamoussoukro (Yamoussoukro et Attiéguakro) à partir du secteur agricole. Financé à hauteur de 80 milliards de FCFA par la BAD et prévu pour s'achever à fin décembre 2024, il cible les acteurs de la chaîne de valeur de six spéculations que sont le riz, le maïs, le manioc, le maraîcher, la pisciculture et l'élevage de porc.

Atelier de renforcement de capacités sur le cadre continental de résultats (CCR) de l'Union Africaine

Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma préside la cérémonie d'ouverture des travaux

La Commission de la CEDEAO organise à Lomé, un Atelier régional pour le renforcement des capacités des coordonnateurs du programme « Femme paix et sécurité » sur le cadre continental de résultats (CCR) de l'Union africaine. La cérémonie d'ouverture des travaux de cet atelier a été présidée par la ministre de l'Action sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation madame Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma.



Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté en octobre 2000, la résolution 1325, relative à l'importance et à la reconnaissance du rôle que peuvent jouer les femmes dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits, ainsi que dans la consolidation de la paix. Le programme « Femme paix et sécurité », implémenté dans les différents pays de la sous-région ouest-africaine, se situe dans le cadre de la domestication de cette résolution. L'appropriation de ce programme par les Etats membres de la CEDEAO démontre la reconnaissance de la capacité et de la disponibilité des femmes à contribuer valablement à la cohésion sociale et à la stabilité des nations.

Le Togo, sous le leadership du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé et faisant

siennes ces préoccupations de stabilité et de paix, a choisi de faire de l'inclusion économique et sociale un des principaux vecteurs de la cohésion nationale dans son nouveau plan de développement, Togo 2025.

Dans le but d'accroître l'implication des femmes dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits ainsi que la consolidation de la paix, un plan d'action national « Femmes, paix et sécurité », a été élaboré en 2011 puis actualisé en 2018, en y impliquant pour cette deuxième édition, les jeunes.

Dans le même sens, le Gouvernement réalise depuis 2016, la formation et l'installation des clubs de paires éducatrices en leadership politique des femmes, paix et développement.

En 2021, le Togo a bénéficié d'un soutien financier et tech-

nique pour la mise en œuvre d'un projet d'intégration du genre et d'autonomisation de la femme dans les forces armées togolaises. Ce projet a pour objectif, de renforcer la présence des femmes militaires au sein des missions onusiennes.

Les résultats obtenus de toutes ces actions ont été possibles grâce aux effets conjugués des multiples réformes intervenues au sein des forces de défense et de sécurité togolaises. Il s'agit, entre autres, de la police de proximité, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la contribution aux opérations de maintien de la paix avec une intégration effective et croissante du personnel féminin

Tout comme le Togo, l'ensemble des pays de la CEDEAO ont tous entrepris des initiatives et mènent des activités qui s'inscrivent dans le cadre du

programme « Femmes, paix et sécurité ».

Afin de mieux capitaliser les résultats obtenus et réaliser davantage d'avancées, la CEDEAO a jugé opportun d'élaborer un document de mesure adapté à ses réalités régionales à partir du cadre continental de résultat (CCR) de l'Union Africaine, objet de la présente rencontre.

Durant les quatre jours de travaux, les participants auront à renforcer leur capacité pour une utilisation optimale de ce nouvel outil de mesure de la mise en œuvre du programme « Femmes, paix et sécurité » dans les différents Etats de la CEDEAO.

« Conscients que nos Etats ont besoin d'outils harmonisés et efficaces pour mieux capitaliser nos interventions sur le terrain, je formule le vœu que les échanges qui s'en suivront,

favorisent une meilleure appropriation et permettent une meilleure visibilité des actions à mener désormais dans ce domaine », a laissé entendre la ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation madame Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma qui a, au nom du Gouvernement togolais, présidé la cérémonie d'ouverture de cet atelier.

Pour elle, la lutte pour la paix ne peut se faire en épargnant les potentialités et les capacités combien exceptionnelles des femmes, qui représentent d'ailleurs plus de la moitié de la population dans la plupart des Etats à travers le monde. Elle a ensuite adressé ses vifs remerciements à la Commission de la CEDEAO pour cette belle initiative et le choix porté sur le Togo pour abriter cet atelier combien important.

Sport

CANAL+, la FTF et la maison de la presse unissent leurs forces pour former les journalistes sportifs

CANAL+UNIVERSITY en partenariat avec la Fédération Togolaise de Football (FTF) et la Maison de la Presse a récemment organisé un atelier de formation sur les métiers du journaliste sportif. Cet événement s'est déroulé du 19 au 23 juin au siège de la FTF à Lomé. L'atelier de formation a réuni une trentaine de journalistes sportifs provenant des médias publics et privés du Togo. Son objectif principal était d'améliorer les compétences des participants dans différents domaines, tels que l'écriture pour la télévision, les commentaires sportifs, les analyses post-matches, l'importance de l'angle dans le journalisme sportif, ainsi que les techniques d'interview et de conférence de presse.

Les formateurs principaux de cet atelier étaient Charles Mbuya et Lilian Gatounes, deux animateurs vedettes du groupe Canal+. Leur expertise et leur expérience ont permis aux participants de bénéficier d'un apprentissage de qualité et de conseils pratiques dans le domaine du journalisme sportif.

L'atelier s'est conclu ce vendredi après-midi par une cérémonie de clôture, en présence du président

de la FTF, du Directeur Général de Canal+ Togo, des formateurs et de tous les participants. Au cours de cette cérémonie, des attestations de fin d'atelier ont été remises à chaque participant, témoignant de leur réussite et de leur engagement envers la profession journalistique.

Le président de la FTF a exprimé sa gratitude envers le groupe Canal+ pour avoir pris l'initiative d'organiser cet atelier de formation. Il a salué l'engage-

ment exemplaire de Canal+ en faveur de la profession journalistique et a souligné l'importance de soutenir les journalistes sportifs dans leur mission de promouvoir l'indépendance et la liberté de la presse, des valeurs essentielles pour garantir un journalisme de qualité.

Il convient de noter que CANAL+UNIVERSITY est une initiative du Groupe CANAL+ visant à contribuer au développement des métiers de l'audio-

visuel et du cinéma en Afrique. Grâce à ce programme de formation, le groupe propose des formations spécialisées dans le domaine de l'audiovisuel et du cinéma, offrant ainsi de nouvelles opportunités de développement professionnel aux acteurs de l'industrie audiovisuelle en Afrique.

L'atelier de formation sur les métiers du journalisme sportif organisé par CANAL+UNIVERSITY en collaboration

avec la FTF et la Maison de la Presse a donc été un succès retentissant. Il a permis aux journalistes sportifs togolais de renforcer leurs compétences et de bénéficier de l'expertise de professionnels renommés. Cette initiative témoigne de l'engagement continu de Canal+ envers le développement des médias et du journalisme de qualité en Afrique.



25%

**sur tous nos climatiseurs
splits et armoires**

08 Mai au 07 juillet 2023



- Livraison gratuite
- Service après-vente
- Promotion dans la limite du stocks



LG Shoppe Tokoin
LG Shoppe Millenium caisse
LG Shoppe Adidoadin
Technique Assivito



+228 91 91 06 06
91 91 05 05
22 22 19 40
22 25 03 07 /
22 25 03 96



sav@ramco.tg